Mme CompaorÃ© avait Ã ses cÃ´tÃ©s, Mme Malika Issoufou Mahamadou, premiÃ¨re Dame du Niger dont c'Ã©tait la premiÃ¨re participation Ã ces rencontres rÃ©guliÃ¨res du comitÃ© inter-africain sur les pratiques ayant effet sur la santÃ© des femmes et des enfants, crÃ©Ã© le 6 fÃ©vrier 1984 Ã Dakar au SÃ©nÃ©gal. Ont Ã©galement pris part Ã cette rencontre, Madame Mariam Lamizana, PrÃ©sidente du ComitÃ© inter-africain et le Dr Morissanda KouyatÃ©, directeur exÃ©cutif de ce ComitÃ©. Cet Ã©vÃ©nement de haut niveau ayant ainsi mis en premiÃ¨re ligne du front de la lutte les Ã©pouses des chefs d'Etat, a Ã©tÃ© organisÃ© par la branche amÃ©ricaine du comitÃ© interafricain (IAC-USA) sur les pratiques traditionnelles ayant effet sur la santÃ© des femmes et des enfants. On notait Ã cette rencontre, la prÃ©sence de la reprÃ©sentante de la secrÃ©taire d'Etat amÃ©ricain qui, Ã l'occasion, a livrÃ© une adresse de Madame Hillary Clinton aux participants.

Les personnalitÃ©s qui se sont succÃ©dÃ©es Ã la tribune de cette rencontre ont tous reconnu que le comitÃ© interafricain Ã©tait une organisation panafricaine volontariste, engagÃ©e dans la noble mission de la promotion de l'Ã©galitÃ© dans le genre, de l'amÃ©lioration de l'Ã©tat de santÃ©, des droits humains, sociaux, Ã©conomiques, politiques et de la qualitÃ© de vie des femmes et des enfants africains par l'Ã©limination des pratiques traditionnelles nÃ©fastes et la promotion des pratiques utiles. Mme Lamizana, prÃ©sidente du CI-AF a, dans son intervention, indiquÃ© que les mutilations gÃ©nitales fÃ©minines, pour ne retenir que ce seul flÃ©au, se pratiquaient encore dans 29 pays africains et dans quelques pays hors du continent. La situation prÃ©sentÃ©e a fait ressortir les rÃ©alitÃ©s suivantes, notamment sur le continent africain : dans neuf pays, les mutilations gÃ©nitales fÃ©minines sont pratiquÃ©es Ã 85% : Djibouti, Egypte, ErythrÃ©e, Ethiopie, GuinÃ©e, Mali, Sierra Leone, Somalie, Soudan.

Un appel Ã la mobilisation

Ce pourcentage varie de 25% Ã 85% pour huit autres pays : Burkina, CÃ´te d'Ivoire, Gambie, GuinÃ©e Bissau, Kenya, LibÃ©ria, SÃ©nÃ©gal, et Tchad. Enfin, il est de moins de 25% pour les douze (12) pays ci-aprÃ¨s : Angola, BÃ©nin, Cameroun, Ghana, Niger, NigÃ©ria, Ouganda, RÃ©publique Centrafricaine, RÃ©publique dÃ©mocratique du Congo, RÃ©publique du Congo, Tanzanie et Togo. La prÃ©sidente du CI-AF a une fois de plus lancÃ© un appel Ã la mobilisation de toutes les personnalitÃ©s politiques d'Afrique et Ã travers le monde, Ã la sociÃ©tÃ© civile, aux femmes et aux hommes de bonne volontÃ© pour qu'ils s'impliquent dans cette lutte en faveur des femmes et des enfants. Dans son discours, Mme Chantal CompaorÃ©, prÃ©sidente de cet Ã©vÃ©nement de haut niveau de Washington, a rappelÃ©

aux participants que c'est parce qu'elle avait la profonde conviction qu'il Ã©tait possible de rÃ©tablir la justice dans le domaine de la protection et de la promotion des droits des femmes et des enfants Ã travers l'Ã©limination de toutes les formes de violences dont ils sont victimes, qu'elle a engagÃ©, depuis plus d'une vingtaine d'annÃ©es maintenant, son combat pour cette cause, en acceptant aujourd'hui la charge d'ambassadrice de bonne volontÃ© du comitÃ© interafricain. C'est en partageant toutes ces valeurs, a expliquÃ© Mme CompaorÃ© Ã l'assistance, qu'elle a acceptÃ© de rÃ©pondre favorablement Ã l'invitation d'IAC-USA, la branche amÃ©ricaine du CI-AF, sachant son fort engagement dans la rÃ©alisation d'activitÃ©s de plaidoyer et de sensibilisation pour la mÃªme cause malgrÃ© son jeune Ã¢ge.

Cette structure a Ã©tÃ© mise sur pied en juin 2006 et est prÃ©sentement prÃ©sidÃ©e par Mme KouyatÃ© Fatoumata KandÃ©. Mme CompaorÃ© a particuliÃ¨rement rendu hommage aux nombreuses actions humanitaires menÃ©es sur le continent africain par des hautes autoritÃ©s amÃ©ricaines, des organisations internationales ainsi que des premiÃ¨res Dames de divers pays. Pour la prÃ©sidente de cet Ã©vÃ©nement de haut niveau, il ne fait pas de doute que la mobilisation s'organise au niveau des gouvernements africains qui ont manifestÃ© leur volontÃ© politique rÃ©elle de libÃ©rer les femmes du joug de ces phÃ©nomÃ¨nes par la mise en place de programmes et projets , l'adoption de lois et de conventions rÃ©gionales et internationales en la matiÃ¨re. Cet engagement de l'Afrique, a affirmÃ© Mme Chantal CompaorÃ©, trouve l'une de ses meilleures matÃ©rialisations au Burkina Faso qui est, de son point de vue, un membre actif du comitÃ© interafricain. Parce que, a-t-elle expliquÃ©, l'engagement politique dans ce pays est au plus haut niveau en ce que le Chef de l'Etat, le gouvernement et l'AssemblÃ©e nationale sont les porte-flambeaux de cette grande lutte.

En consÃ©quence, et en dressant Ã l'occasion les rÃ©alisations fortes de son pays dans le domaine, Mme CompaorÃ© a indiquÃ© que ces personnalitÃ©s entrainaient ainsi tout le Burkina dans le noble combat pour l'Ã©limination des pratiques traditionnelles nÃ©fastes. C'est la raison pour laquelle, a-t-elle prÃ©cisÃ© dans son intervention, le processus d'adoption d'une rÃ©solution de l'AssemblÃ©e gÃ©nÃ©rale des Nations Unies interdisant les mutilations gÃ©nitales fÃ©minines, initiÃ©e par la coalition CI-AF- No Peace Without Justice et La Palabre, bÃ©nÃ©ficie du soutien politique et diplomatique du Burkina Faso.

Par Pierre Waongo